



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général à la planification écologique

## **MIEUX SE NOURRIR**

# Agriculture : synthèse de la mise en œuvre du plan

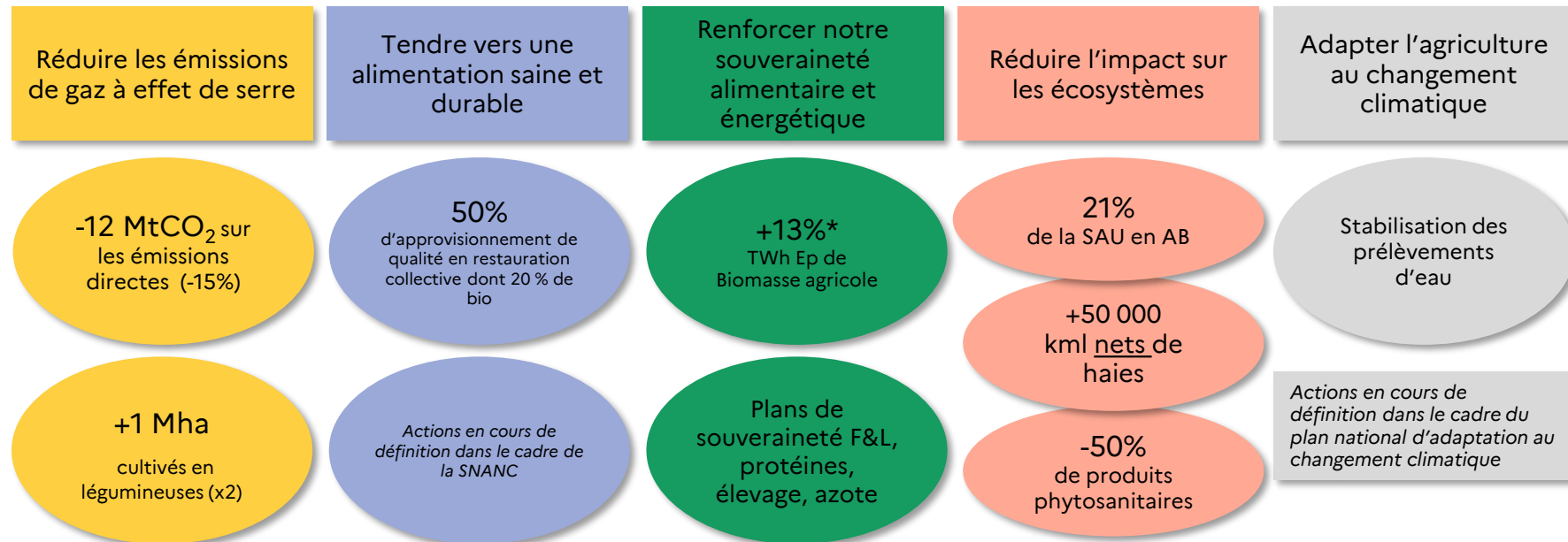
## Mai 2024

**FRANCE  
NATION  
VERTE >**

Agir • Mobiliser • Accélérer

# La planification écologique vise cinq grands objectifs pour le secteur de l'agriculture à horizon 2030

## Ambitions de la planification et chiffres clés



\*SNBC run 2, année de référence : 2019 (objectifs en TWh Ep)

# Des trajectoires en amélioration, encore en deça des objectifs

## Trajectoire historique et objectifs de la planification

Réduire les émissions de gaz à effet de serre

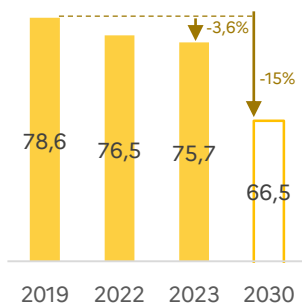
Tendre vers une alimentation saine et durable

Renforcer notre souveraineté alimentaire et énergétique

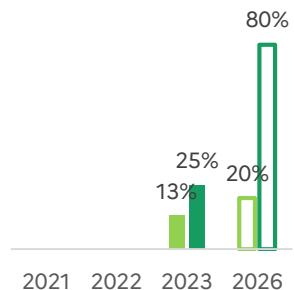
Réduire l'impact sur les écosystèmes

Adapter l'agriculture au changement climatique

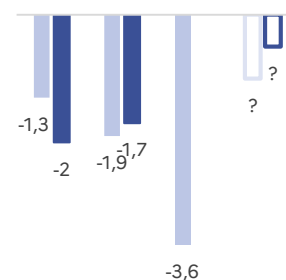
Emissions GES agriculture (MtCO<sub>2</sub>e)<sup>1</sup>



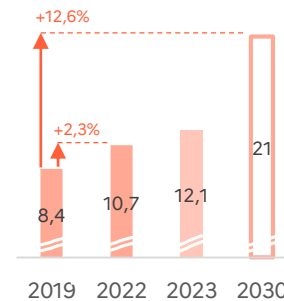
Restauration collective : Part d'achats en bio et taux de participation<sup>2</sup>



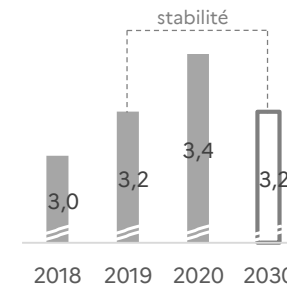
Balance commerciale en fertilisant (clair) et tourteaux (foncés) 2020 2021 2022 2026



Part de la SAU en bio (en %)<sup>3</sup>







Prélèvements d'eau douce pour l'agriculture (en milliards de m<sup>3</sup>)<sup>4</sup>





■ Historique ■ Prévision □ Cible

# Synthèse de l'avancement sur l'ensemble des chantiers (I/II)

Chantiers	Statut	Avancement
Réduire le recours aux produits phytosanitaires <sup>(1)</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication de la stratégie Ecophyto en avril avec un objectif de réduction de 50% mesuré avec l'indicateur européen HRI1. Définition d'indicateurs de pilotage projet en cours (déploiement, financement, résultats)</li> </ul>
Réduire la dépendance aux autres intrants (eau, énergie)		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Eau</b> : Doctrine sur les ouvrages hydrauliques en cours, AAP fonds d'investissement en hydraulique agricole lancé au SIA</li> <li><b>Energie</b> : GT interministériel agroéquipements en cours (électrification faible puissance, biocarburant et réduction usage), guichet pour la décarbonation des serres pour juin 2024</li> </ul>
Réussir la transition écologique des exploitations agricoles <sup>(1)</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Agri bio / HVE / Ecorégime</b> : Aide d'urgence bio 2024 (90M€) ; Plan ambition bio 2027 lancé ; Préparation de la révision du PSN à lancer en 2024 en s'appuyant sur le bilan de la première année de paiements (2023)</li> <li><b>Haies</b> : Lancement du pacte en faveur de la Haie et ouverture des AAP associés (110M€); Création d'un régime d'autorisation/interdiction via l'Art. 14 du PLOA. Lancement de l'observatoire de la haie (premier module permettant de quantifier le linéaire sera mis en place à l'automne 2024)</li> <li><b>Améliorer le stockage de carbone dans les sols</b> : 200 projets financés par les méthodes agricoles du LBC – pour -0,16Mt CO2e stockés par an pendant 5 ans; peu d'autres mesures pour massifier e.g. l'ACS, le non-labours, les couverts..</li> <li><b>Fertilisation</b> : enjeux très importants : balance commerciale (4,5Mds€ d'imports en 2022, effet prix), pollution eau, sol et alimentation, GES (3,8 MtCO<sub>2</sub>e à sécuriser). Lettre de mission en préparation pour élaborer un plan de souveraineté sur les engrais à articuler avec les plans souveraineté protéines végétales et élevage, en actionnant l'ensemble des leviers (production en France, sobriété, décarbonation, etc.) et les politiques existantes ou travaux engagés (MAECs, LBC, etc.)</li> </ul>
Relocaliser la production de fruits et légumes, celle de protéines végétales <sup>(1)</sup> et l'aquaculture		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Fruits&amp;Légumes</b> : Plan de souveraineté pour la filière F&amp;L lancé en 2023 (200€M); Plusieurs guichets France 2030 lancés en 2023 (100 M€ presque entièrement appelé) et nouveaux à lancer en 2024 dans le cadre de la planification écologique (100M€); Travaux de biogéographie par espèce arboricole en cours au niveau régional</li> <li><b>Plan protéines végétales</b> : Stagnation de la surface cultivée depuis 2020 rendant l'atteinte de l'objectif difficile. Conjoncture économique défavorable aux légumineuses, peu de débouchés aval hors <i>feed</i>, tendance baissière des rendements. Financements France 2030 en cours de déploiement (spectre de projet de la recherche à la consommation humaine), nouveaux financements de 100M€ prévus dans le cadre de la planification davantage ciblés sur légumineuses et protéagineux.</li> </ul>

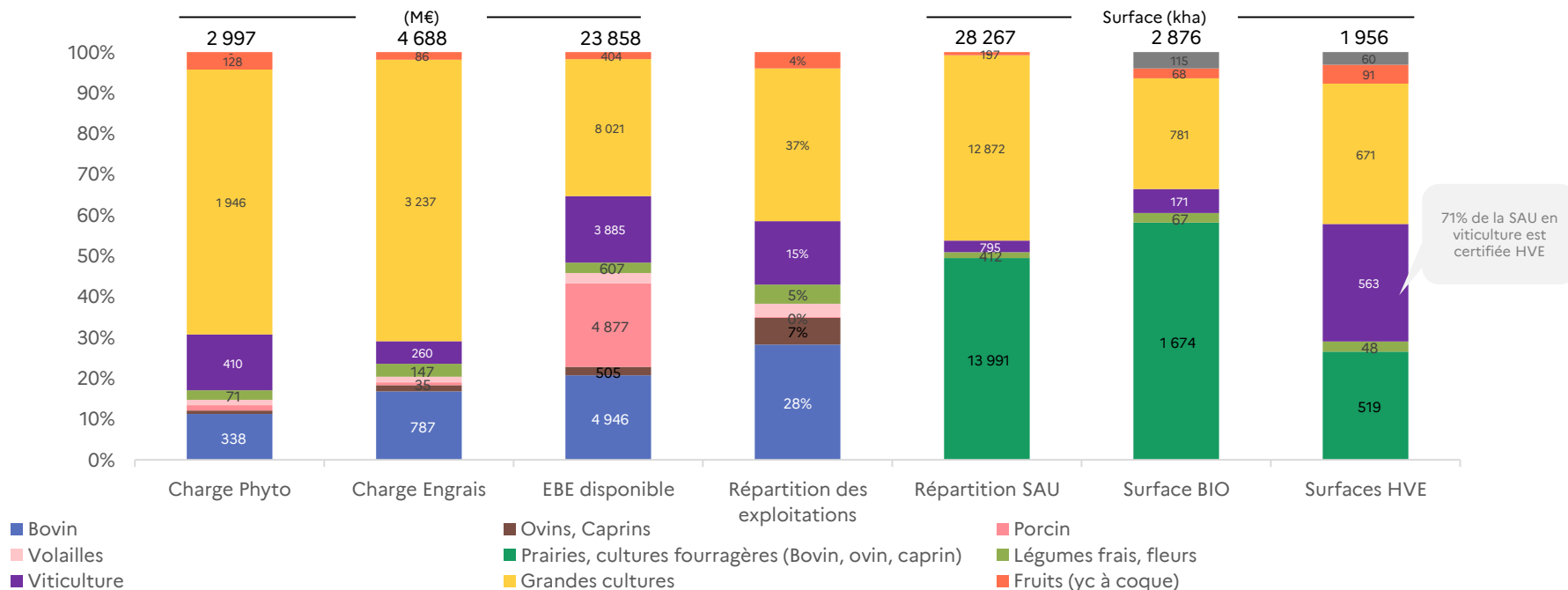


# Synthèse de l'avancement sur l'ensemble des chantiers (II/II)

Chantiers	Statut	Avancement
Renouveler et former une génération d'agriculteurs et d'agricultrices <sup>(1)</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture en discussion au Parlement</li> </ul>
Développer l'alimentation saine et durable <sup>(2)</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Restauration collective</b> : publication du bilan statistique 2023 réalisée : 35 173 inscrites (sur 90 000), 5157 télédéclarants en 2022 avec un taux de bio de 13,1% et 28% pour les SIQO. Action en cours pour mobiliser l'ensemble des écosystèmes (conférence des solutions le 2 avril 2024), accélérer sur le secteur SPE (circulaire n°6433-SG (21/12/23) et le plan de transformation de l'Etat, événement de lancement le 28 mars 2024) et territorialisation du suivi et de l'accompagnement en lien avec les services déconcentrés en cours.</li> <li>Entrée de la restauration privée dans le dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : préparation d'une charte permettant aux entreprises de s'engager en la matière.</li> <li><b>SNANC</b> : calendrier de publication à confirmer</li> </ul>

# Des enjeux de transition et des moyens financiers très différents par filière

Vision 2022 : Consommation d'intrants (M€), Structure de la SAU (kha) et nombre d'exploitations (milliers), par méthode de production

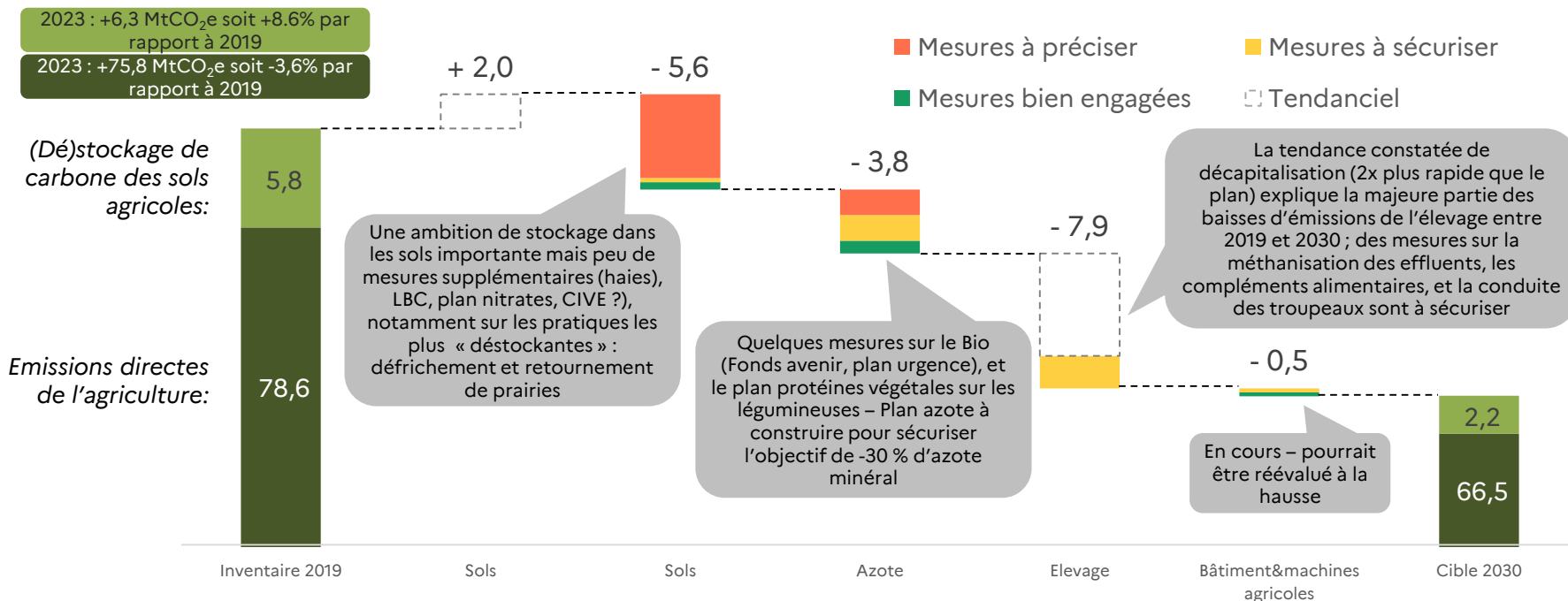


71% de la SAU en viticulture est certifiée HVE

Sources : RICA microdonnées 2022, Agreste SAA, Agence Bio, agriculture.gouv.fr:

# Climat : des mesures supplémentaires à préciser et déployer pour sécuriser l'objectif de -15 MtCO<sub>2</sub>e d'ici 2030

Maturité des leviers de décarbonation de l'agriculture (incluant stockage sol) et impact associé (MtCO<sub>2</sub>e / an)



# Où en sommes-nous?

## Ce qui avance bien

- **LBC** : les projets labellisés en 2023 représentent 1,1 MtCO<sub>2</sub> (1/3 agri, 2/3 forêt), contre 311 tCO<sub>2</sub> en 2021
- **Ecophyto** : la stratégie va sortir, accompagnée de moyens conséquents et d'une nouvelle méthode, malgré la crise agricole

## Ce qui avance mais doit être encore sécurisé

- **HVE** : hausse rapide des surfaces labellisées (8,6% SAU), mais concentrée en Viticulture, en raison d'un cahier des charge trop accessible, sans impact apparent PPP ou azote. Ralentissement des certifications depuis 2023
- **Plan de souveraineté F&L** : ~140M€ distribués via Fr30 – enjeu de suivi de l'impact de ces dépenses (10-20% vers la viti?)
- **EGALIM** : hausse de 320 à 445M€ de la demande de produits BIO par la restauration collective entre 2018 et 2023 – mais toujours que 6% des achats, très en deçà des 20% cibles; conférence des solutions qui illustre que c'est possible à iso-budget sous réserve de déployer lutte contre le gaspillage, options végétariennes et formation
- **Haies**: ouverture du guichet d'appui au conseil et à la plantation; Art. 14 du PLOA pour la simplification normative: enjeu d'inverser une tendance historique de -11kml de haies/an
- **GES** : baisse de 8% des émissions de GES des engrais (-13% en volume), -5% des émissions d'élevage (décapitalisation (trop) rapide)
- **SNANC** : calendrier à confirmer
- **Bio** : triple crise de demande (baisse de la demande depuis 2020, à 12Mds€), crise de l'offre (ralentissement des conversions, hausse des déconversions), crise de souveraineté (1,3Mds de déficit commercial)
- **Fertilisation** : des impasses techniques et économiques sur l'azote organique (concentration géographique de l'élevage, tabou sur la collecte des effluents humains), azote symbiotique (rendements baissiers et débouchés des légumineuses), azote minéral décarboné (capacité de production locale, accès aux volumes d'électricité décarboné)
- **Plan de souveraineté protéines** : 39M€ d'aide FR30 engagées en 2023 pour augmenter la capacité de transformation des légumineuses en France – néanmoins les surfaces en légumineuses baissent (mauvais rendements, peu de débouchés en FOOD et en FEED)



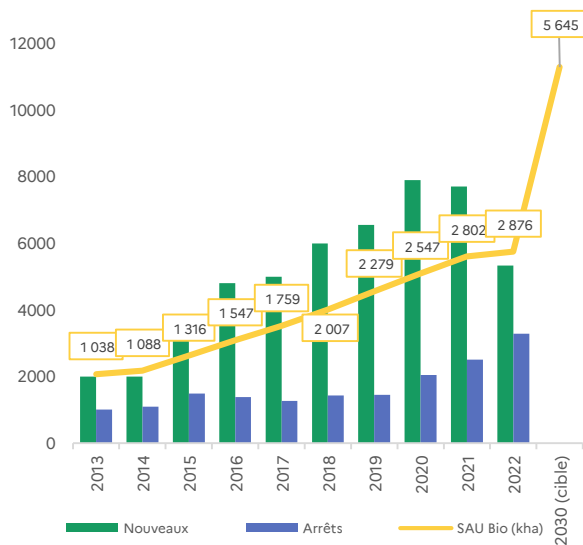
# Annexes

# Agriculture biologique

# BIO | Le recul inédit depuis 2020 de la demande en produits bio diverge avec les objectifs de production et de consommation

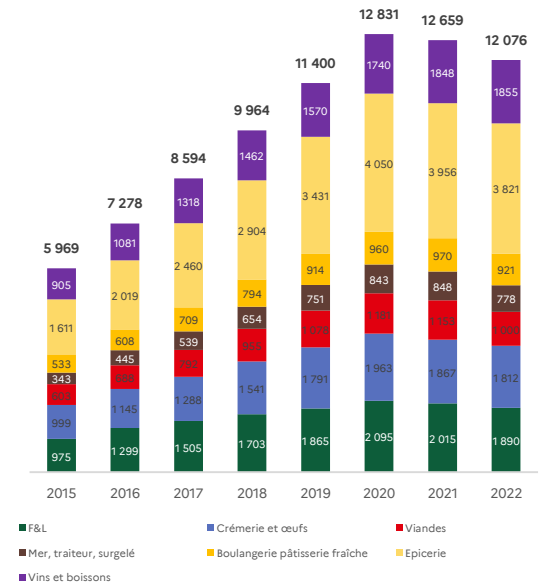
La SAU en bio continue d'augmenter, mais le rythme de conversion ralentit...

Exploitations nouvellement converties et déconversion (échelle de gauche) et surfaces en bio (étiquettes, kha) (échelle de droite)



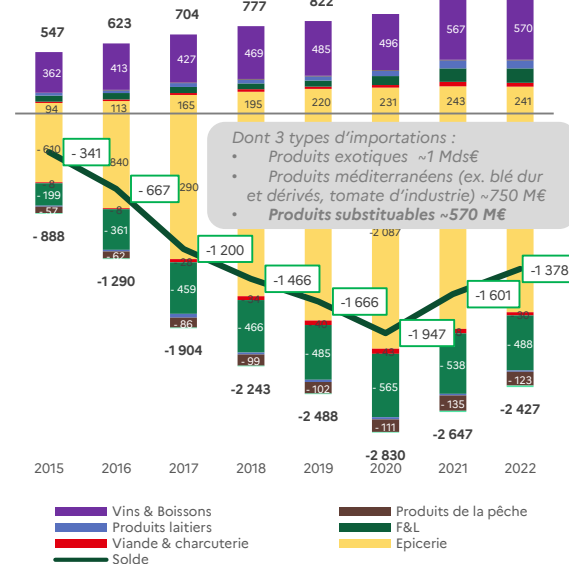
... tandis que la consommation accuse une baisse pour la première fois ...

Ventes de produits bio par filière, hors restauration (M€)



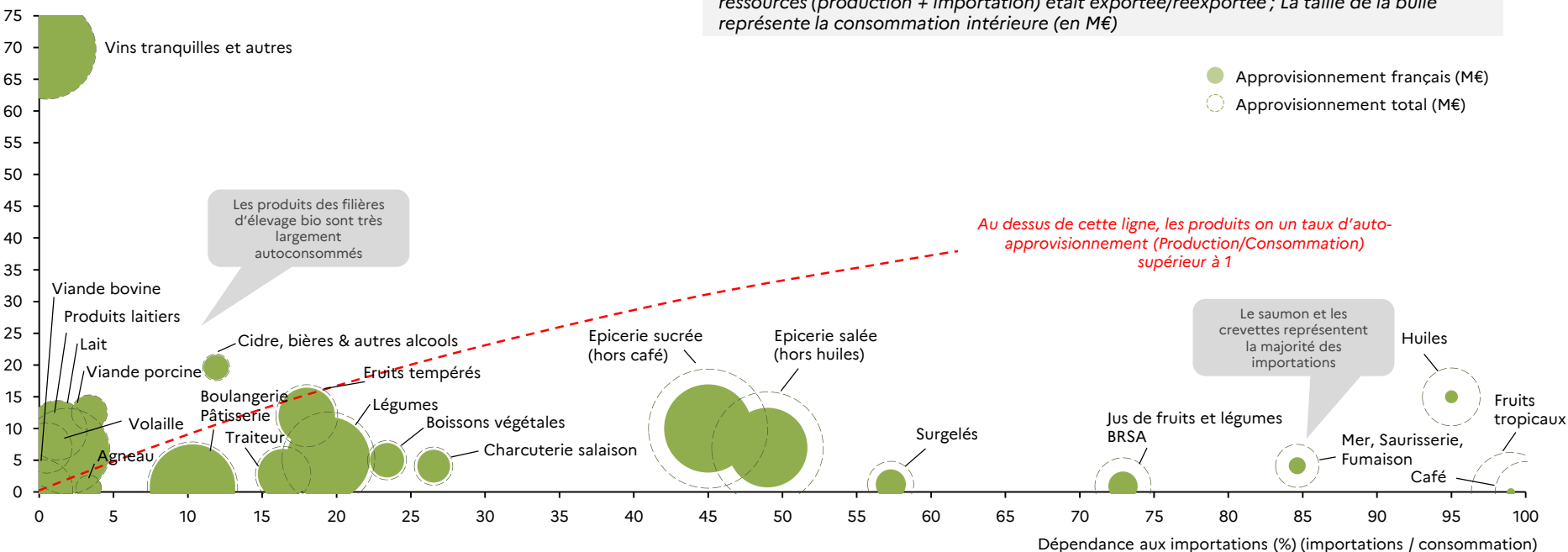
... et que les importations restent dominées par des produits non-substituables

Importations, Exportations, Solde de la balance commerciale (Millions d'€)



# BIO | Exposition au commerce extérieur – données 2020-2022

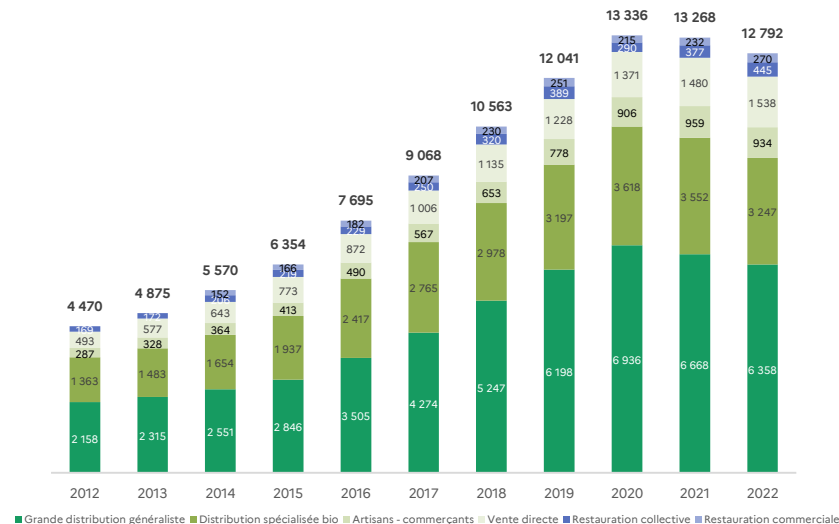
Capacité d'exportation (%) (exportations / (production + importations))



# BIO | L'application stricte d'EGALIM sur le périmètre restauration collective représente 1Md€ de demande supplémentaire (+8%)

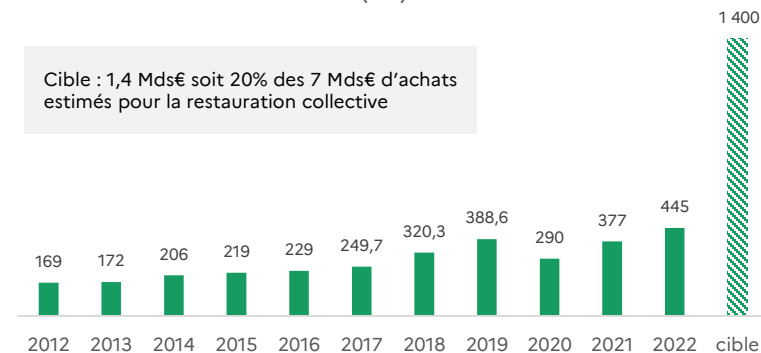
La restauration, collective comme commerciale, porte un poids minime dans le marché du bio

Ventes de produits bio, par circuit de distribution, dont restauration (M€)



Pourtant, la mise en œuvre d'EGALim doit permettre de garantir une demande pérenne à la filière bio

Achats bio en restauration collective (M€)



Cible : 1,4 Mds€ soit 20% des 7 Mds€ d'achats estimés pour la restauration collective

Pour atteindre les objectifs fixés par EGALim, la restauration collective doit encore multiplier par 3 ses approvisionnement en bio.

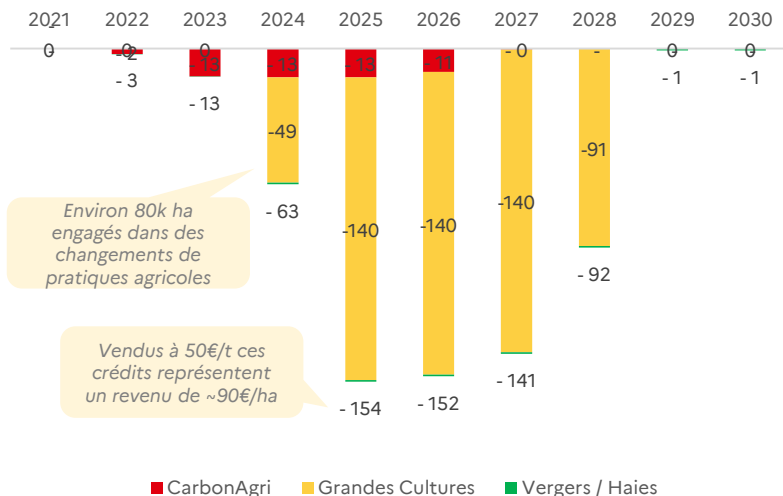
La restauration collective pourrait alors représenter près de 10% de la demande en bio en France.

>> Possibilité d'étendre les obligations au-delà de la restauration collective ?

# Label Bas Carbone

## Label Bas Carbone | Rapportés en flux annuels de carbone stocké, les projets d'ores et déjà labellisés représentent un puits agricole de -0,15MtCO<sub>2</sub>/an au pic...

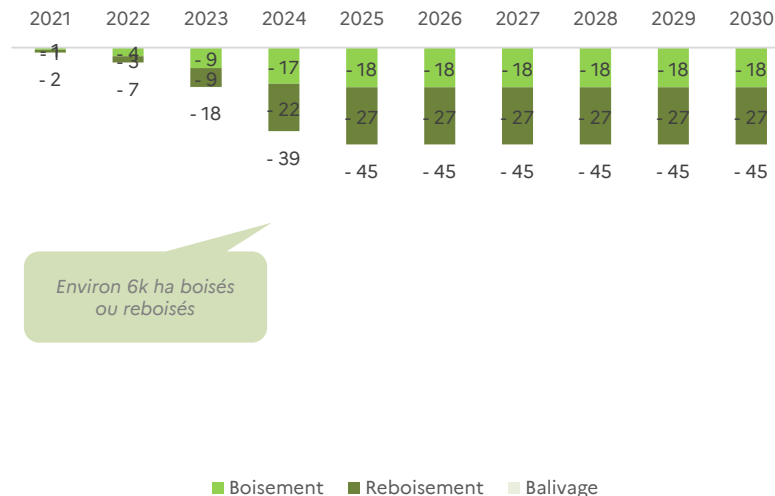
Flux de carbone stocké dans les sols par les projets labellisés au 01/04/24 par les méthodes agricoles du LBC (ordres de grandeur, ktCO<sub>2</sub>e/an)



Environ 80k ha engagés dans des changements de pratiques agricoles

Vendus à 50€/t ces crédits représentent un revenu de ~90€/ha

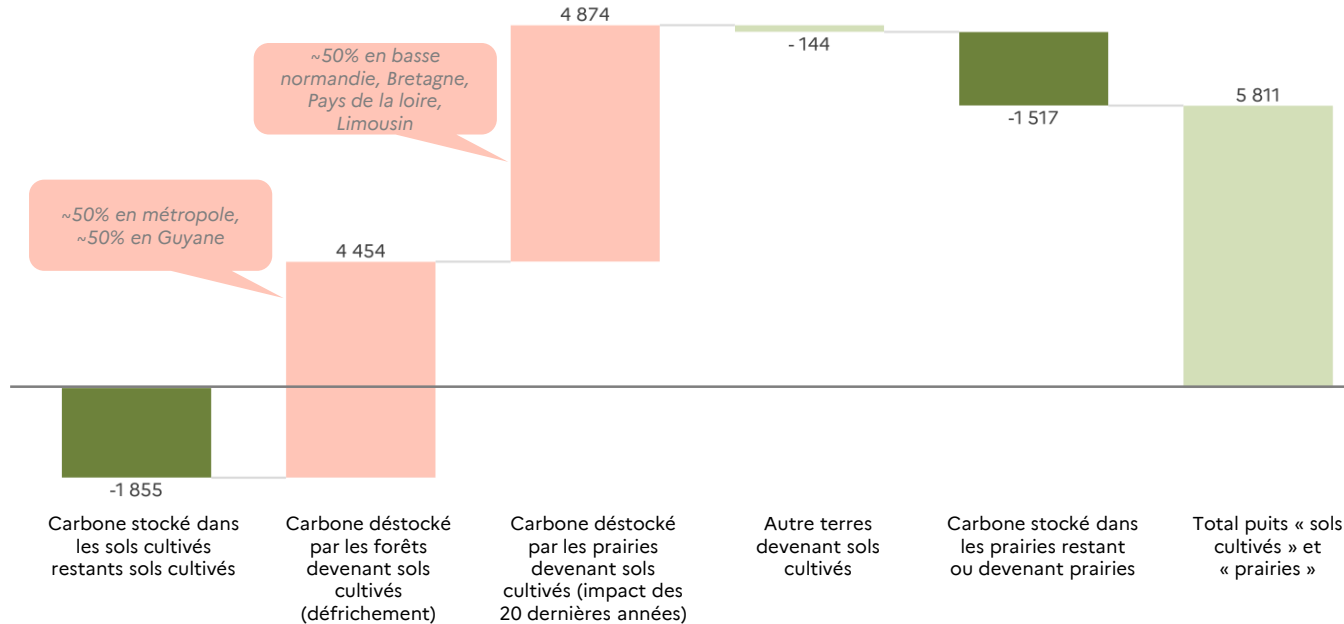
Flux de carbone stocké en biomasse aérienne par les projets labellisés au 01/04/24 par les méthodes forestières du LBC (ordres de grandeur, ktCO<sub>2</sub>e/an)



Environ 6k ha boisés ou reboisés

## ... à comparer au +5,8Mt déstocké en 2019

Décomposition du puits « agricole » en 2019, Inventaire CITEPA, périmètre Kyoto, ktCO<sub>2</sub>e



### 2 priorités pour restaurer le puits agricole

- 1 Poursuivre la massification du LBC et renouveler les projets engagés (x10 = 800kha, =-1.5Mt/an)
- 1 Limiter le déstockage en maintenant l'élevage sur les prairies permanentes et en limitant le défrichement (en métropole)

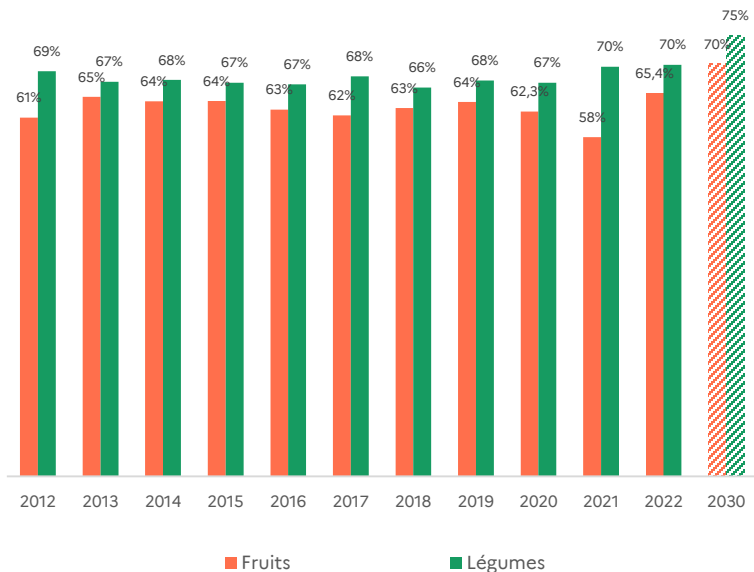


# Fruits & Légumes

# F&L | Toujours une forte dépendance aux importations

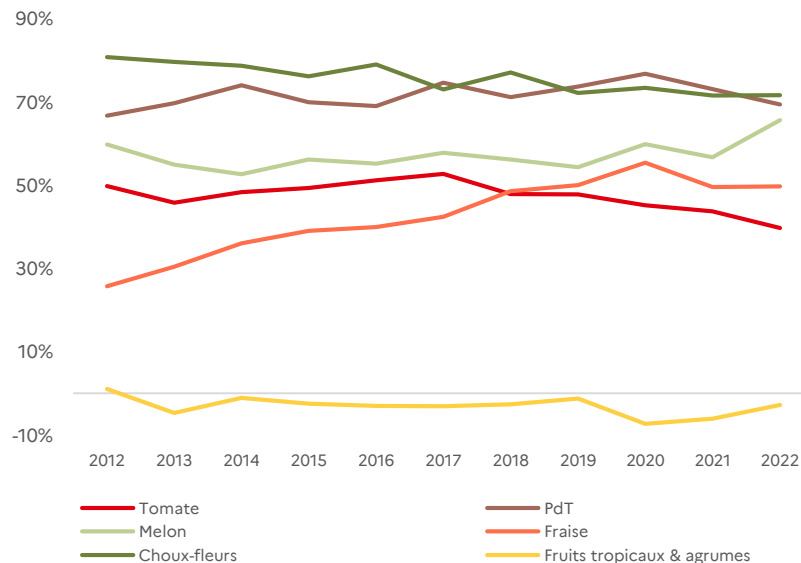
## Un taux de couverture en fruits et légumes plutôt stable...

Taux de couverture de la consommation en fruits et légumes frais (hors fruits exotiques) par la production nationale



## ... qui masque des situations variables selon les espèces

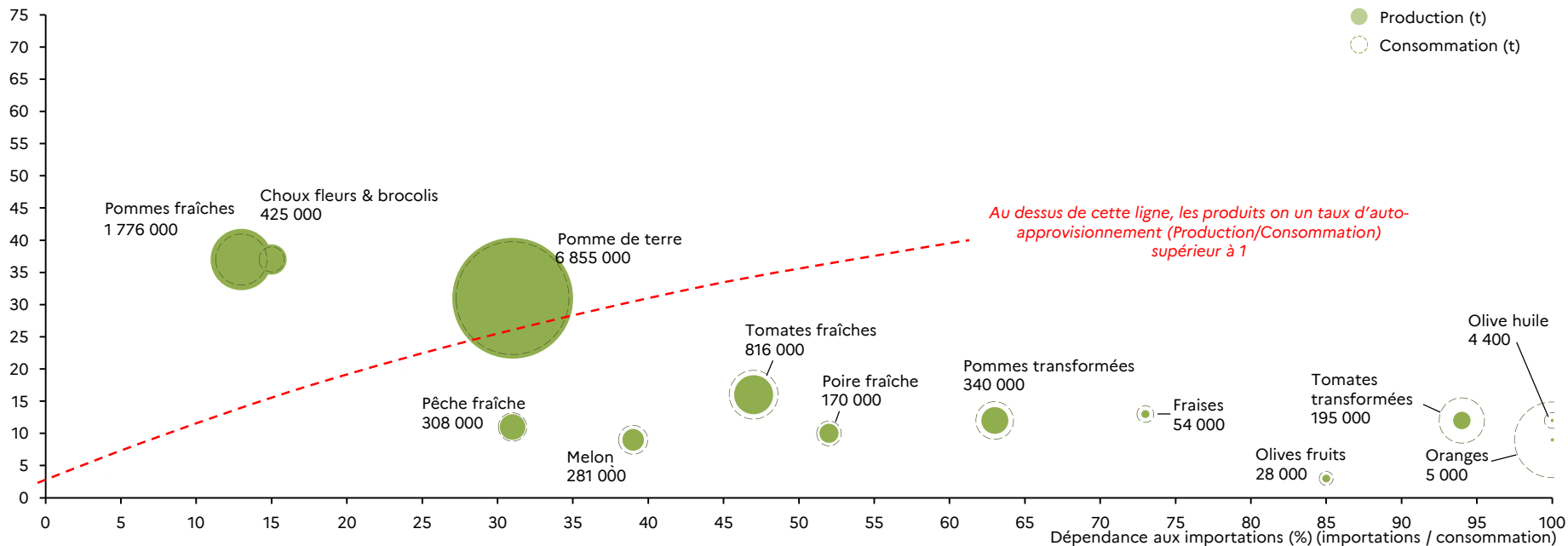
Taux de couverture de la conso par la production nationale



# F&L | Exposition au commerce extérieur – données 2010-2012

Capacité d'exportation (%) (exportations / (production + importations))

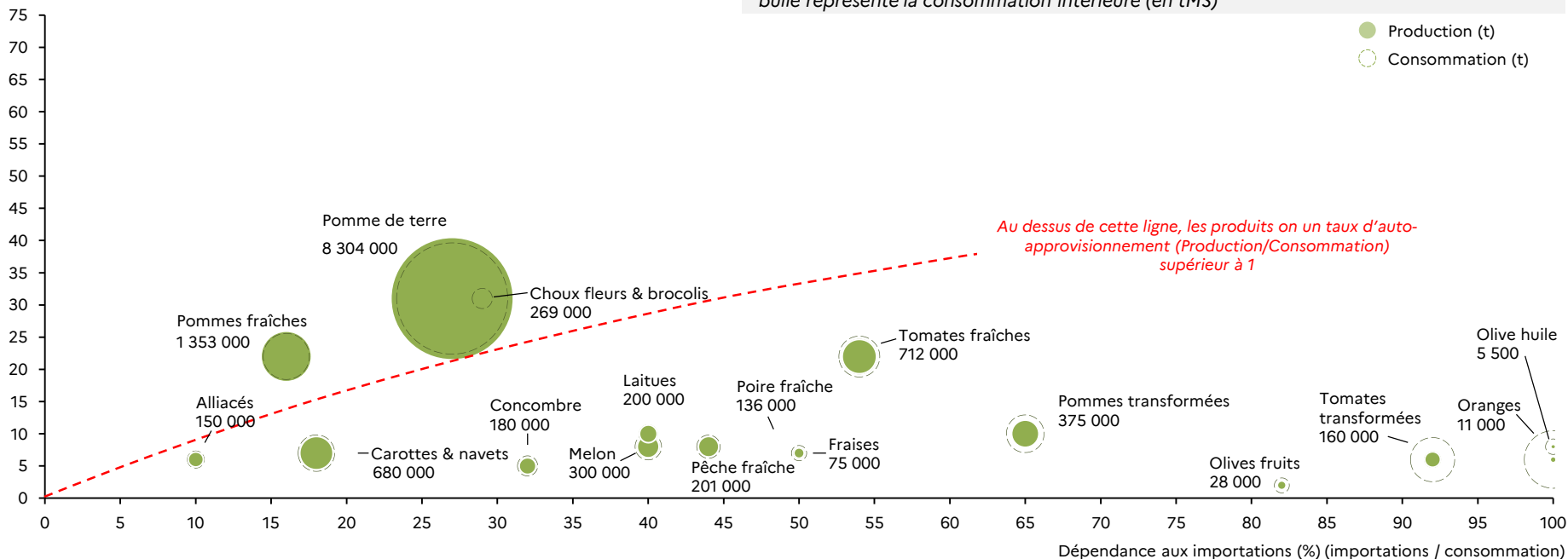
LECTURE : Pour les pommes fraîches, ~13% de la consommation était importée en 2010-2012 et ~37% des ressources (production + importation) est exportée/réexportée ; La taille de la bulle représente la consommation intérieure (en tMS)



# F&L | Exposition au commerce extérieur – données 2020-2022

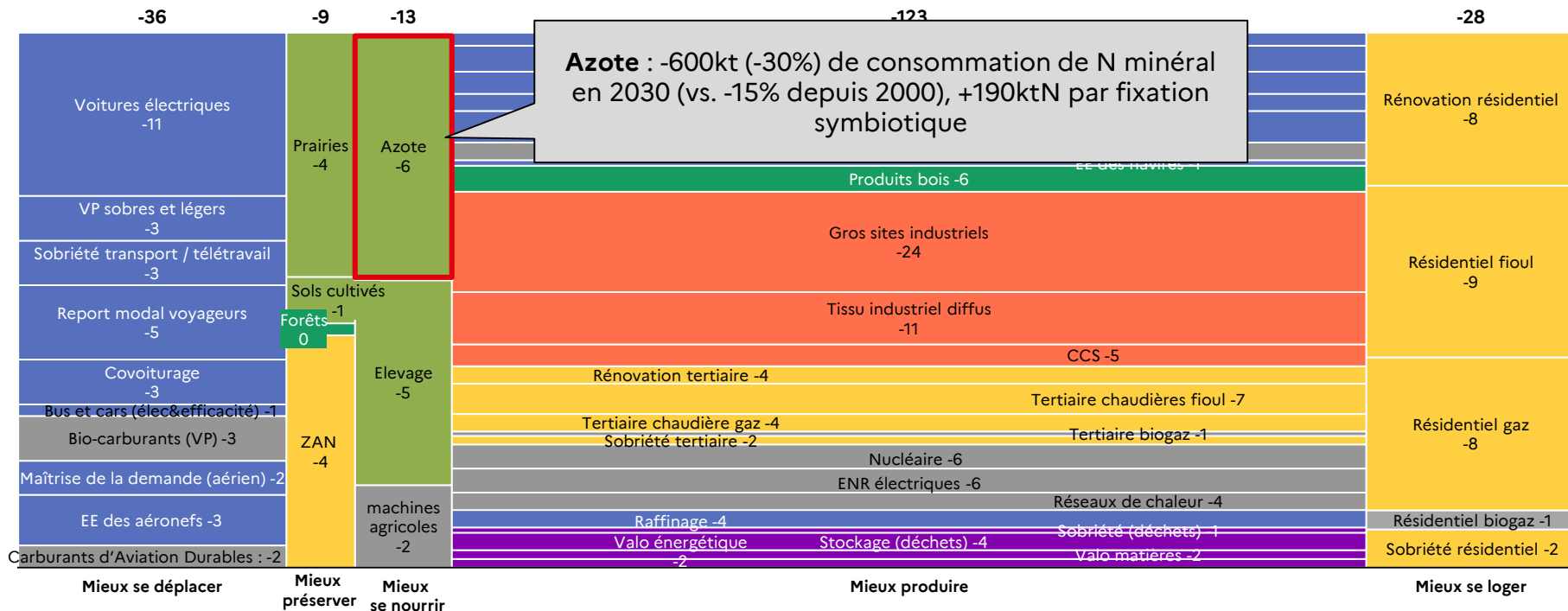
LECTURE : Pour les pommes fraîches, ~16% de la consommation était importée en 2020-2022 et ~22% des ressources (production + importation) est exportée/réexportée ; La taille de la bulle représente la consommation intérieure (en tMS)

Capacité d'exportation (%) (exportations / (production + importations))



# Fertilisation

## Rappel | L'azote dans le Plan d'action pour atteindre nos objectifs 2030



# La dépendance aux fertilisants est devenue une source de vulnérabilité – quelques exemples

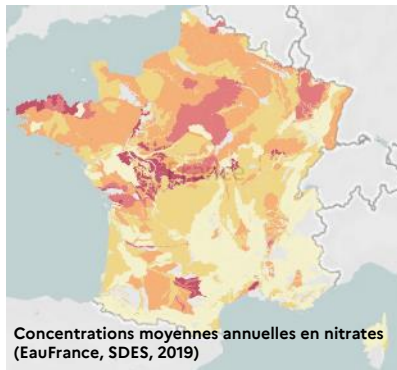
## Balance commerciale

**80%** de la consommation de fertilisants azotés est importée

**54%** des importations proviennent de pays hors UE. La Russie est le 3<sup>ème</sup> fournisseur de la France, et le 1<sup>er</sup> hors UE (2023)

**~250€/ha** de charge pour les céréaliers en 2022 par rapport au ~550€/ha de revenu disponible

## Qualité des sols et de l'eau



Classe de concentration (en mg/l):

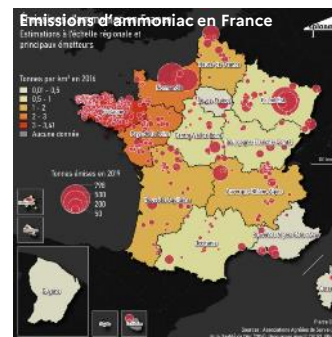


*Le seuil pour les eaux destinées à la consommation humaine est de 50mg/L*

## Emissions de GES

L'empreinte carbone de l'ammonitrate est estimée à **10,7 kg CO<sub>2</sub> eq/kg N**

dont **60%** lors de son utilisation.



## Impacts sur la santé humaine

Augmentation de **75%** de l'imprégnation au cadmium. En 2021, **18%** des enfants avaient des taux supérieurs aux recommandations de l'ANSES.

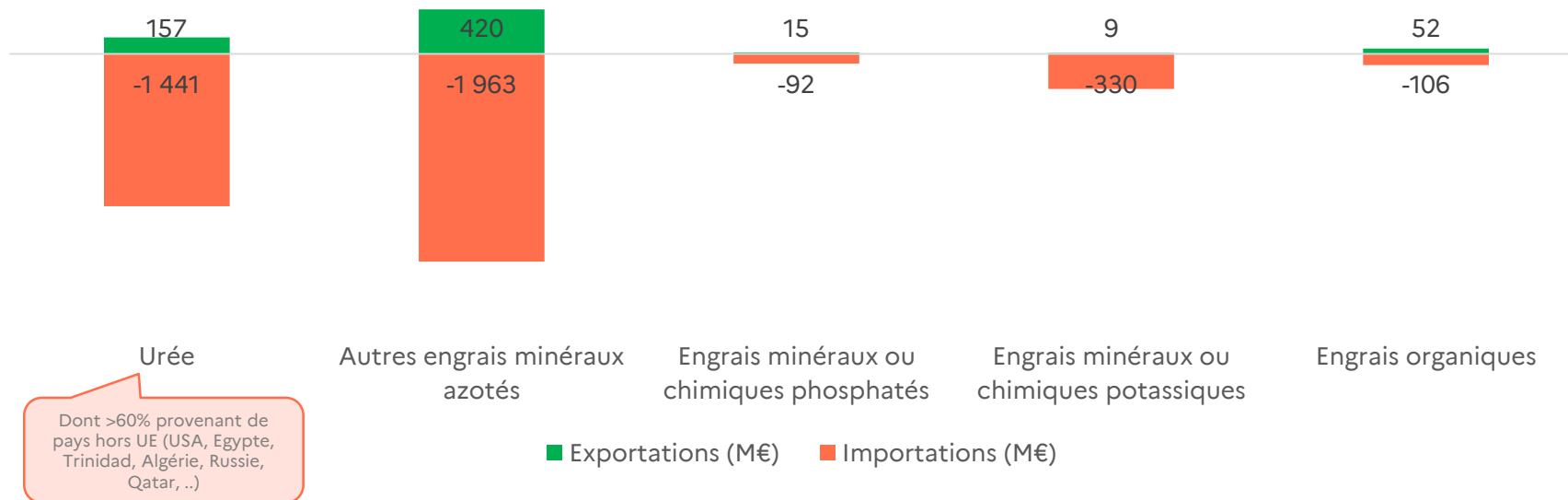
Augmentation des risques :

- **+43% à +95%** de risque d'**ostéoporose** chez les femmes de +50 ans (taux de Cd > 0,5 µg/L)
- **x 1,82** de surrisque de **mortalité par cancer**
- de **x3,34 à x7,7** de risque de **cancer du pancréas** en fonction du taux de Cd

L'ANSES recommande une concentration maximale de **≤ 20 mg/kg** dans les engrais minéraux phosphatés (contre **60mg/kg autorisés**)

# Echanges extérieurs – La France importe plus de 80% de ses engrais, largement sous forme d'urée importée d'au-delà l'UE

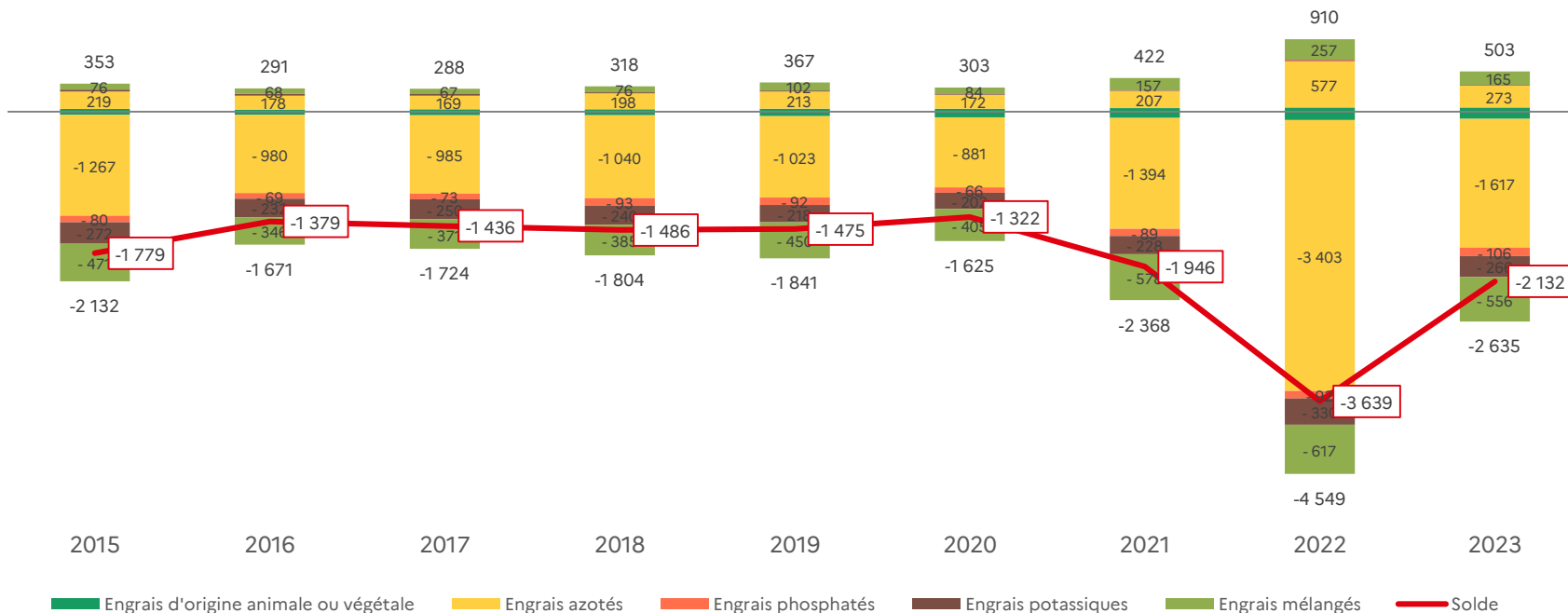
Détail des importations et exportations d'engrais (M€, 2022)





# Echanges extérieurs – 80% de nos engrais sont importés, 2Mds€ de déficit commercial

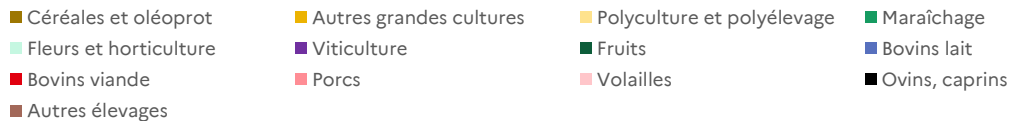
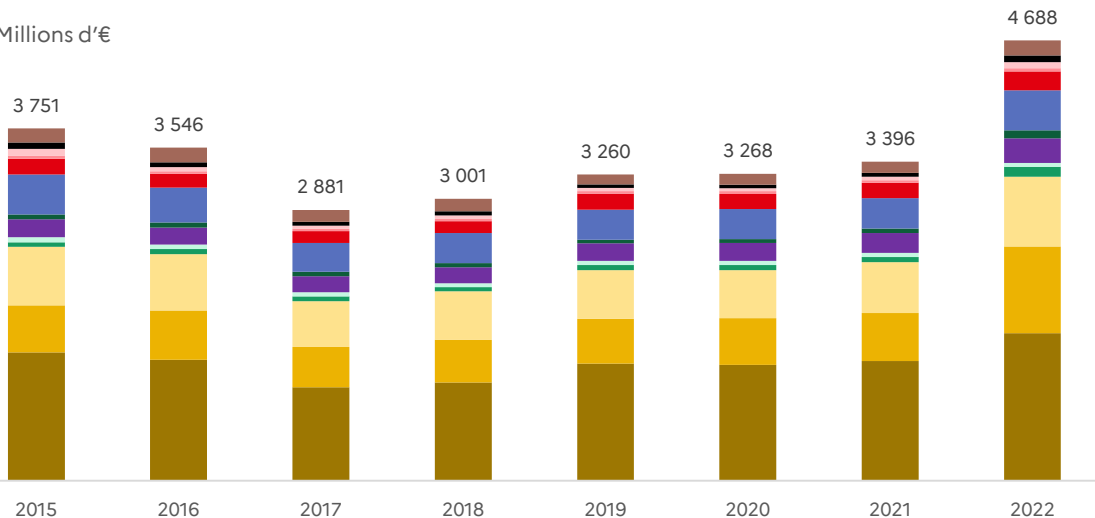
En valeur, importations, exportations, et balance commerciale (M€)



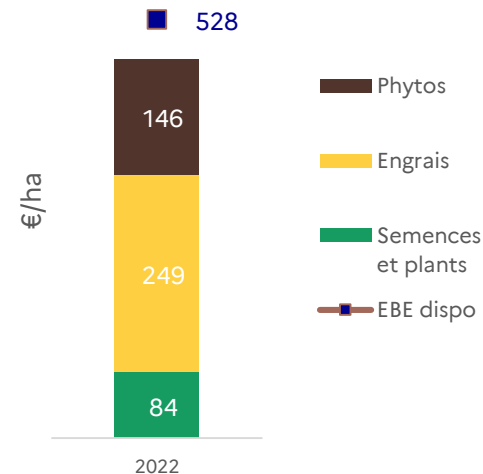
# Une consommation d'engrais concentrée sur les grandes cultures et représentant des charges importantes pour les agriculteurs

Données du RICA : Evolution de la consommation d'engrais entre 2015 et 2022

Millions d'€



Zoom sur les grandes cultures

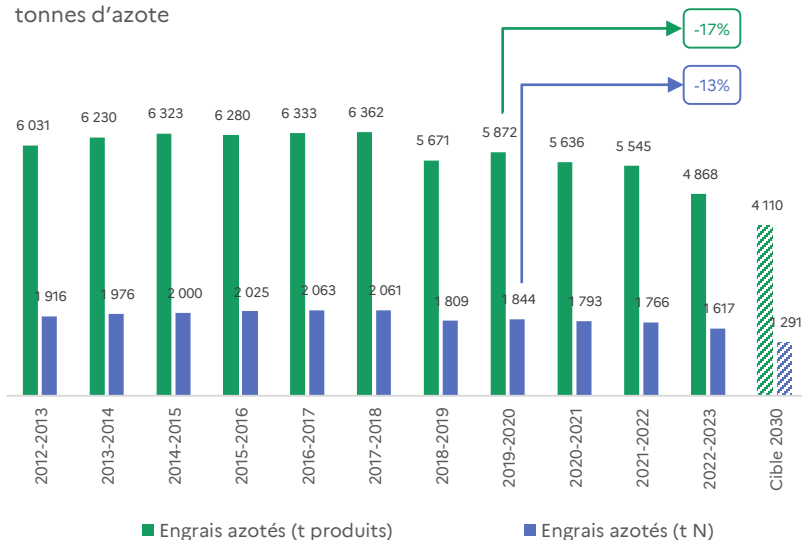


En 2022, les engrais représentaient ~250€/ha soit ~50% de l'EBE disponible pour l'exploitant

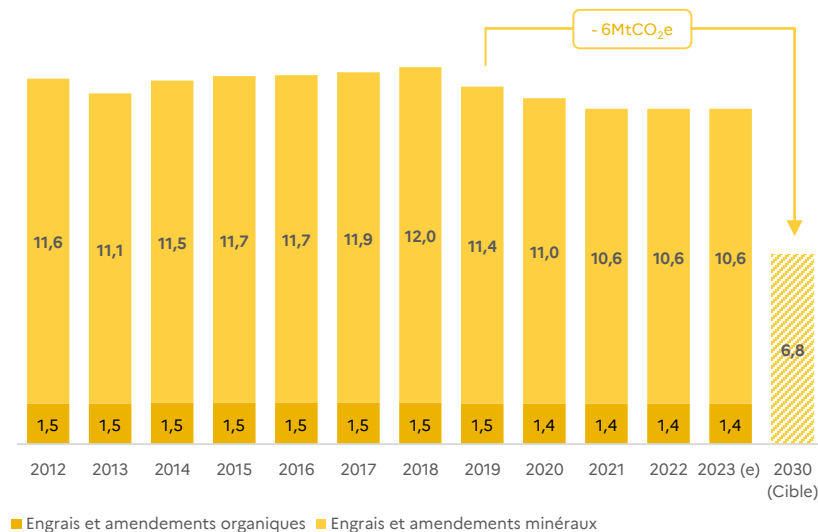
# La consommation d'engrais azotés et les émissions associées affichent une baisse à sécuriser

Les engrais azotés sont visiblement moins consommés depuis 2019-2020

Evolution des livraisons d'engrais, en tonnes de produit, et en tonnes d'azote



Les émissions de GES liées aux engrais, qui comptent pour 16% des émissions agricoles, affichent une baisse globale



# Zoom engrais azotés : émissions sur la chaîne de valeur

	Production des engrais	Transport	Utilisation de l'engrais	Empreinte carbone moyenne estimée
Ammonitrate	3,97 kg CO <sub>2</sub> e/kg N			10,73 kg CO <sub>2</sub> e/kg N
Solution azotée	4,99 kg CO <sub>2</sub> e/kg N			11,75 kg CO <sub>2</sub> e/kg N
Urée	4,54 kg CO <sub>2</sub> e/kg N	+ 0,1 kg CO <sub>2</sub> e/kg N	+ 6,66 kg CO <sub>2</sub> e/kg N	11,3 kg CO <sub>2</sub> e/kg N
Engrais azoté moyen	4,51 kg CO <sub>2</sub> e/kg N			11,27 kg CO <sub>2</sub> e/kg N

Source : Données estimées par YARA, Rapport GESTIM

\* : 1,6% des quantités de N se volatilisent en N-N<sub>2</sub>O, le coefficient de conversion de N-N<sub>2</sub>O vers N<sub>2</sub>O est de 44/28 et le puis par le pouvoir réchauffant du N<sub>2</sub>O est de 265 donc. 1kg de N = 1

\* 1,6% \* 44/28 \* 265 = 6,66 kgCO<sub>2</sub>eq

# Un plan engrais en cours de lancement qui devra mobiliser et mettre en cohérence l'ensemble des leviers et politiques existantes

## Quatre leviers dans les pratiques agricoles

**Fixation symbiotique de l'azote** grâce aux légumineuses

**Azote organique** : effluents d'élevage, urée et autres gisements

**Rationalisation de l'usage** de fertilisants et réduction des pertes d'azote

**Azote « décarboné »**

## Principaux enjeux

- **Plan protéines végétales ne progresse plus depuis 2020**
- **Faible valorisation** des légumineuses en comparaison avec d'autres cultures (revenu blé : ~2000€/ha pois : ~1000€/ha), filière « food » sous développée
- **Rendement à la baisse** : sensibilité au changement climatique, absence de recherche génétique récente **Zoom 1**
- **Difficulté d'approvisionnement en engrais organique**
- Effluents : Décapitalisation du cheptel et phénomène de **concentration de l'élevage** ne correspondant pas aux grandes cultures **Zoom 2**
- Urée : **Infrastructure à repenser** et freins sociaux à lever
- **Potentiels de réduction à quantifier**, soutien aux équipements à piloter par filière
- **Coût élevé** de l'azote « décarboné » : opportunité ou risque pour atteindre un prix compétitif (ex. hydrogène subventionné aux USA)
- **Intérêts économiques contradictoires à une baisse** : 15% de marge de distribution représente a minima 750m€ sur un marché français de 5Mds €

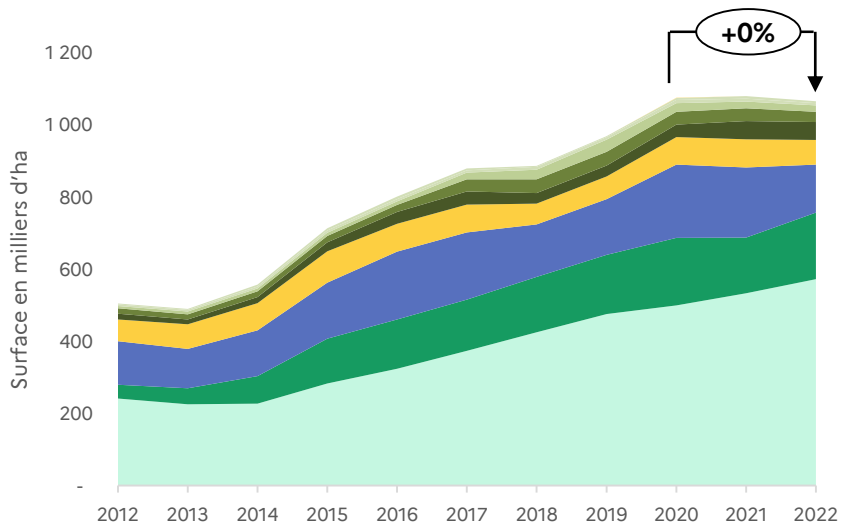
## Plan engrais en cours de lancement

### Politiques publiques existantes, à compléter / renforcer

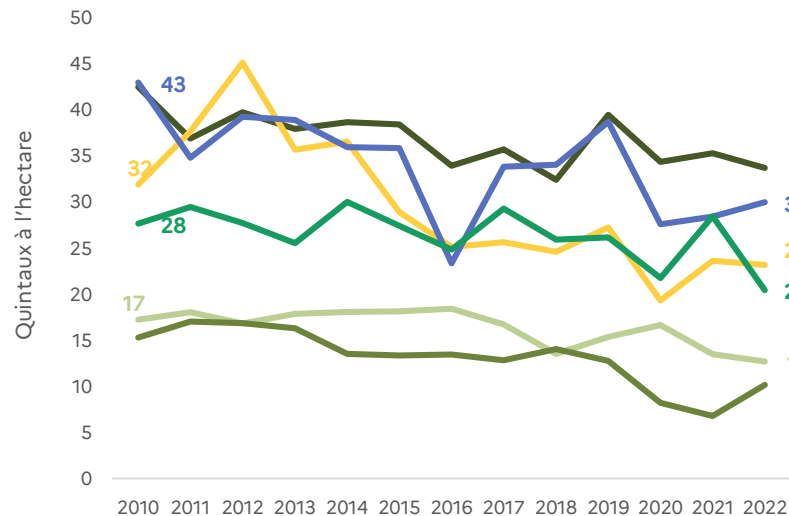
- **Aides couplées** sur les légumineuses à graines et légumineuses fourragères déshydratées ou destinées à la production de semences
- Mesures du **Plan Stratégique National** : aide ciblées pour les éleveurs à la production de **légumineuses fourragères**, aide couplée sur les autres légumineuse (jusqu'à 3.5% des paiements directs 2027)
- **Plan protéines végétales** via France Relance : aide à l'investissement matériels à l'aval (150M€ sur 2020-2022) et 100 M€ au titre de la planification écologique pour 2024 (R&D, structuration de filière agroéquipements)
- **Plan élevage** : Redirection des effluents ?
- **Programmes régionaux nitrates**
- **MAEC**
- **Label bas carbone** sur les grandes cultures
- Soutien au **remplacement des agroéquipement d'épandage** les plus émissifs et la couverture des fosses à lisiers

# Zoom 1 | Un développement des protéagineux à la baisse depuis 2020 et des rendements baissiers en moyenne nationale

Cultures développées en légumineuses (kha, SAA)



Rendement par type de légumineuses (quintaux par ha, SAA)



Prairies (dont luzernes)

Pois protéagineux

Mélange de pois

Pois chiches (y compris semences)

Soja

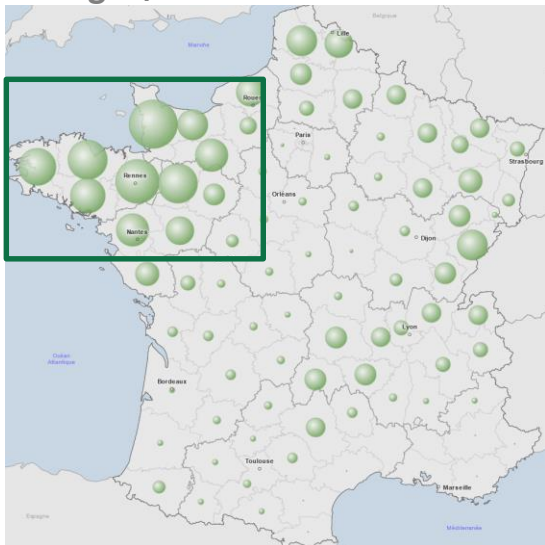
Féveroles et fèves

Lentilles (y compris semences)

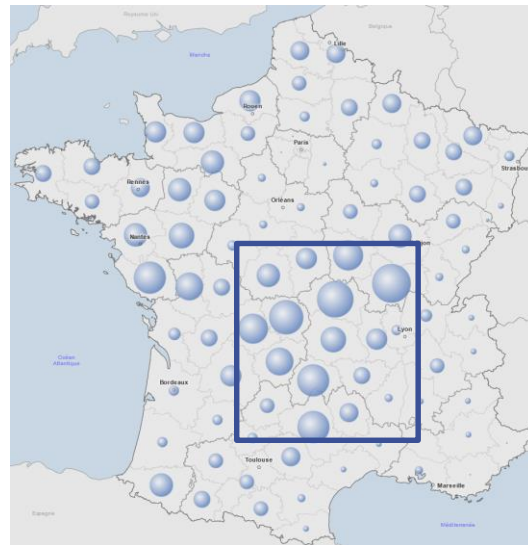
Autres

# Zoom 2 | Des effluents disponibles dans des régions presque à l'opposé des régions consommatrices d'azote

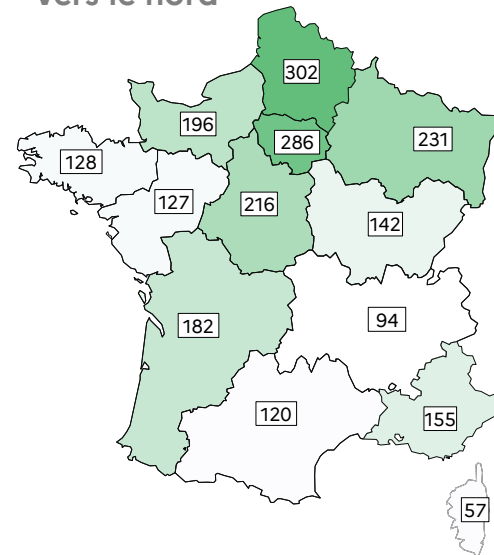
2.7M de bovins laitier en Bretagne, Normandie et PdL



Des élevages viandes surtout dans le massif central



Des charge d'engrais centrées vers le nord

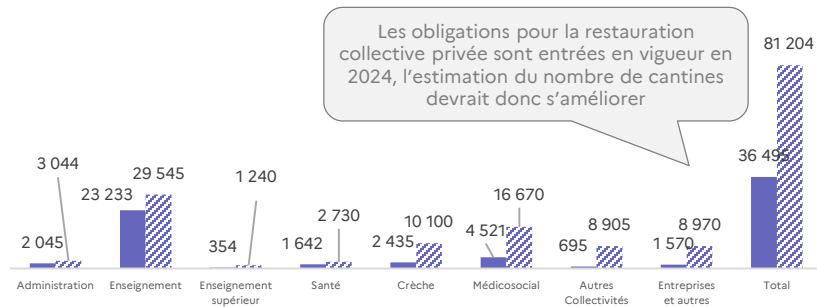


# EGALIM dans la restauration collective

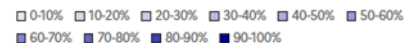


# EGALIM | 40% des cantines inscrites sur Ma Cantine, 6% de télédéclarants, 0,3% respectant les cibles Bio & SIQO

## Nombre de cantines inscrites (avril 24) et nombre estimé de cantines

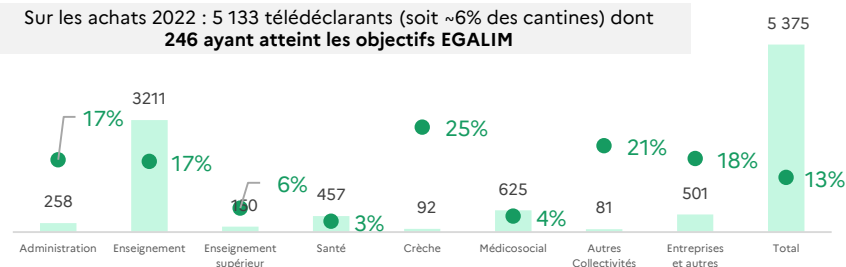


## Taux d'inscription par rapport à la cible 2026

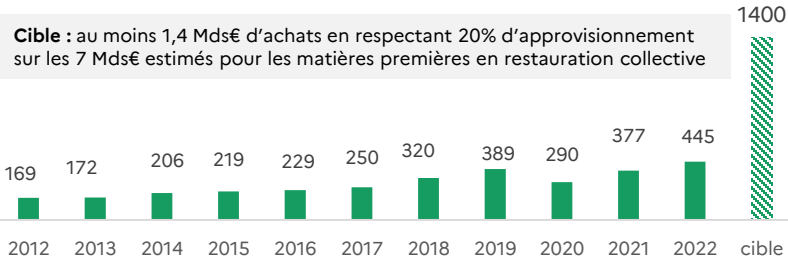


## Nombre de télédéclarants et taux de bio déclaré – ma cantine 2022

Sur les achats 2022 : 5 133 télédéclarants (soit ~6% des cantines) dont 246 ayant atteint les objectifs EGALIM



## Evolution des achats de bio en restauration collective (millions d'euros)



# EGALIM 1 : Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable

- Favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous
- Permettre aux agriculteurs d'avoir un revenu digne en répartissant mieux la valeur
- Améliorer les conditions sanitaires et environnementales de production
- Renforcer le bien-être animal
- Réduire l'utilisation du plastique dans le domaine alimentaire

## Restauration collective

### Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

- Au moins **50% de produits durables et de qualité, dont au moins 20% de produits bio** dans les repas servis ;
- Affichage des taux en produits durables et de qualité atteints et information des convives (y compris origine de la viande);
- Mise en place de règles de fréquence pour assurer la qualité nutritionnelle des repas en restauration scolaire ;
- Mise en place d'une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire et obligation de proposer une convention de don avec une association pour les restaurants distribuant plus de 3 000 repas par jour ;
- Interdiction des bouteilles d'eau en plastique en restauration scolaire.

### Diversification des sources de protéines :

- Depuis 2018 (2024 pour les restaurants d'entreprise), il est obligatoire d'avoir élaboré un plan pluriannuel de diversification des sources de protéines pour les restaurants préparant plus de 200 couverts par jour ;
- Depuis 2019, et d'abord sous forme expérimentale, il est obligatoire de servir au moins un menu végétarien par semaine en restauration scolaire ;
- Depuis 2023, il est obligatoire de proposer une option végétarienne quotidienne en cas de choix multiple dans les restaurants collectifs de l'État, ses établissements publics et les entreprises publiques nationales ;
- Depuis 2023, il est obligatoire d'intégrer des modules relatifs à la diversification des sources de protéines dans la formation initiale et continue des cuisiniers.

### A partir de 2024

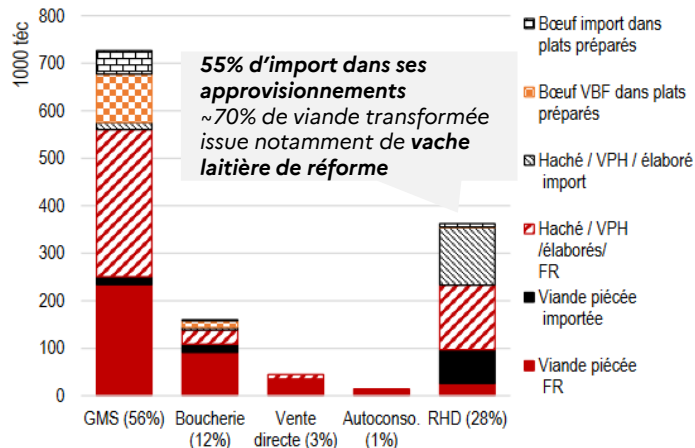
- Au moins 60 % de produits durables et de qualité en ce qui concerne les familles de produits « viandes » et « poissons » et 100% pour les restaurants collectifs de l'État, et des établissements publics de l'État ;
- Application de l'ensemble des mesures à tous les restaurants collectifs, y compris les restaurants en entreprises privées.

# Restauration collective | ~4Mds de repas par an, a minima 7 Mds€ d'achats mais une mise en œuvre d'EGALIM trop limitée d'après ma cantine

	Nb de resto Co	Nb de repas (m/an)	Part public	Part de gestion concédée	Coût matière par repas (€)	Montant estimé d'approvisionnement (m€/an)	Résultat macantine.fr achats 2022					Aide financière	Autre accompagnement	
							Nb de TDs	Montant des achats (m€)	Représentativité En nb	Représentativité En €	% achat bio			% achat SIQO
Enseignement	Ecole primaire						1 099	170			24,9%	42,8%	Cantine à 1€ (36,5m€) Fruits et lait à l'école (34 m€)	
	Collège	29 545	1 422	82%	66%	~ 1,6	~2 300	1 231	152		17,1%	30,3%		
	autres scolaires							553			7%	30%		
	Supérieur et universitaire	1 240	69	100%	0	~ 2	~ 140	150	88	12%	12%	5,7%	22,1%	SPE
	<b>Sous-total</b>	<b>30 785</b>	<b>1 491</b>	<b>83%</b>	<b>63%</b>	<b>~ 1,7</b>	<b>~ 2 440</b>	<b>3 211</b>	<b>551</b>	<b>10%</b>	<b>23%</b>	<b>15,9%</b>	<b>30,7%</b>	Macantine
Etablissement sociaux et médico-sociaux	<b>Santé</b>	<b>2 730</b>	<b>857</b>	<b>53%</b>	<b>17%</b>	<b>~2,1</b>	<b>~ 1 800</b>	<b>457</b>	<b>319</b>	<b>17%</b>	<b>18%</b>	<b>2,6%</b>	<b>15,4%</b>	CNRC (Conseil national de la restauration collective)
	Crèche	10 100	24					92	3		25,1%	53,9%		
	EPHAD			47%	31%	~ 2	~1 650	446	85		3%	13,5%		
	<b>Sous-total</b>	<b>26 770</b>	<b>826</b>					<b>625</b>	<b>102</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>4,4%</b>	<b>15,6%</b>	
Administration Etat	1 795	225	100%	n.c.	~2,2	~ 500	103	36	6%	7%	16,2%	40%		
Armée	353	n.c.	100%	24	~ 2	n.c.	95	132	27%	n.c.	17,8%	29%	SPE (>7m€)	
Pénitentiaire	896	78	100%	33	~2,2	170	1	0	< 1%	< 1%	0%	13%		
Collectivités et autres	8 905	87	100%	n.c.	~2,2	190	140	35	2%	18%	16,2%	32%		
Entreprises privées	8 970	420	0		n.c.	> 840	501	383	6%	n.c.	17,6%	33,7%		
	<b>Total</b>	<b>80 851</b>	<b>3 961</b>		<b>40%</b>	<b>&gt; 7 000</b>	<b>5 176</b>	<b>1 559</b>	<b>~ 6%</b>	<b>~ 22%</b>	<b>13,1%</b>	<b>~28%</b>		

# Restauration collective | faible part de viande d'origine française ou de produits bio

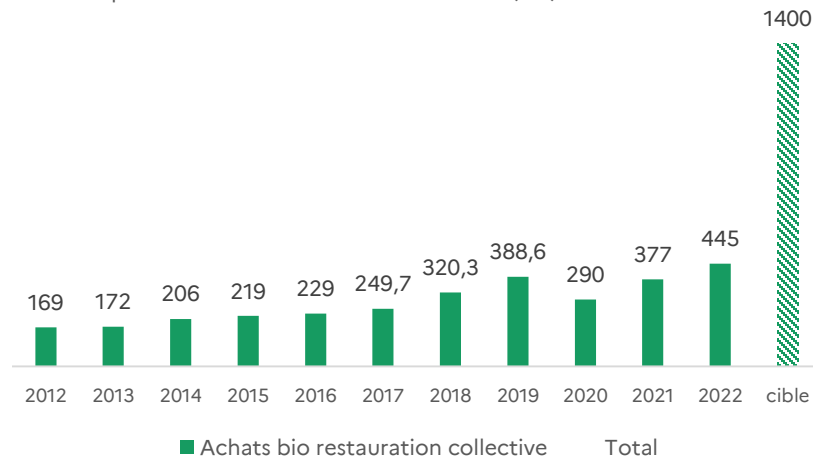
La restauration hors domicile (dont la restoCo) représente 28% du marché français de la viande bovine et concentre 63% des importations



(Les % entre parenthèses représentent la part de marché du sous-secteur sur le marché français, après export)

Les ventes de produits bio en restauration collective sont estimées à 445m€, 20% d'approvisionnement bio représenterait au moins 1,4Md€

Vente de produits bio en restauration collective (M€)



Les résultats de *ma cantine* présentent un taux d'approvisionnement de 13% en 2022 pour la restauration collective publique, ce qui soutiendrait l'hypothèse que ce sont les bons élèves qui télédéclarent



# Restauration collective | Des exemples démontrent que c'est possible et à isobudget en activant plusieurs leviers (gaspillage, végétal et formation)

## Rapports

### Exemple : rapport Ademe (10/2023)

- **< 4% d'augmentation des coûts comptables**
- Nécessité d'activer les leviers sur le **gaspillage** et la mise en place du **menu végétarien** hebdomadaire pour compenser une partie des surcoûts des produits
- **Surcoût associé à une reterritorialisation** des approvisionnements (15%)
- **Inégalités entre les territoires** dans la capacité à mener la transition (ex. capacité à relocaliser leurs approvisionnements)

## Expérimentations à l'hôpital

### Exemple : Repas à l'hôpital (2018-2022)

- **3 établissements** retenus pour le projet : CH de Douai, CH de Paray-le-Monial et l'AP-HP
- **Travail sur le gaspillage, la qualité et l'engagement des patients avec**
- *+ 30% amélioration de la satisfaction des patients a augmenté de 30 %*
- *- 12 % à 33 %, de gaspillage alimentaire soit un gain moyen de 27 centimes par plateau*
- *+13% d'achat de produits de qualité soit plus de 10 points*

## Restaurations collectives

- **Mouans-Sartoux** : 1 660 repas par an, 100% bio depuis 2012, 2,21€/repas (dont goûter), viande 100% française, ferme municipale bio, cuisiniers et acheteurs formés
- **Clermont-Ferrand** : 3 cuisines centrales et 33 restaurants (dont EPHAD), ~885 000 repas / an, >35% de bio, ~2,2€/repas, démarche de transition depuis plus de 5 ans
- **Groupement ACENA** : 620 maires et collectivités, 53m€ d'achat, 21% bio et 50% de SIQO, mise en place d'un guide de commande publique

Une phase de transition est cependant indispensable : réalisation de diagnostics, formation cuisiniers et acheteurs, adaptation des achats publiques, animation et sensibilisation des enfants/convives, ...

# ETAT I Plan de transformation de l'Etat pour un Etat exemplaire

	Nb de resto Co	Nb de repas (m /an)	Résultat macantine.fr achats 2022					
			Nb de TDs	Montant des achats (m€)	Représentativité En nb	Représentativité En €	% achat bio	% achat SIQO
<b>Enseignement Supérieur et universitaire</b>	1 240	69	150	88	12%	12%	5,7%	22,1%
<b>Administration Etat</b>	1 795	225	103	36	6%	7%	16,2%	40%
<b>Armée</b>	353	n.c.	95	132	27%	n.c.	17,8%	29%
<b>Pénitentiaire</b>	896	78	1	0	< 1%	< 1%	0%	13%

Les résultats du bilan interministériel 2022 sont différents de *ma cantine* car le périmètre est différent (intégration des frais de bouche des réceptions, buffets...) et plusieurs ministères n'avaient rapporté les données d'achat dans "ma cantine" (notamment les prisons qui font baisser les taux). Les chiffres devraient converger pour 2023 car tout passera par "ma cantine"

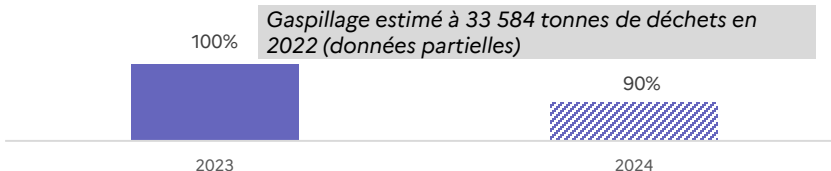
**Approvisionnement déclaré en produits durables et de qualité (clairs), dont les produits issus de l'agriculture biologique (foncé)**



## Offre quotidienne végétarienne déclarée en cas de choix multiple

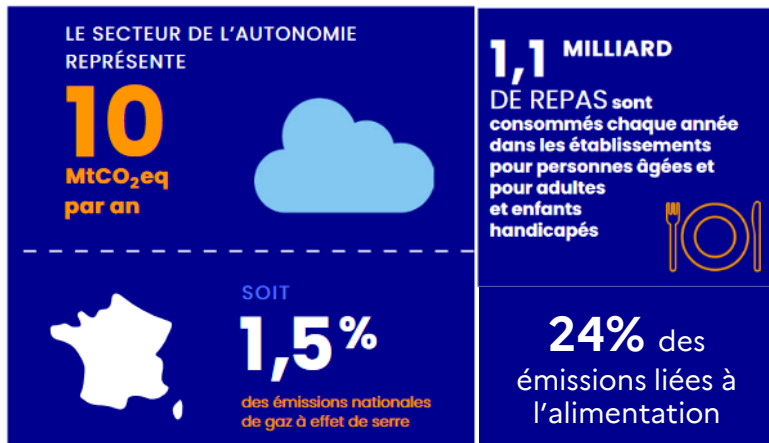


## Lutte contre le gaspillage alimentaire



**Services Publics Ecoresponsables** : une part du Fonds pour la transformation écologique de l'état mobilisée pour la restauration collective d'Etat, dont la restauration universitaire (formations, diagnostics lutte contre le gaspillage alimentaire, logiciels de suivi ...) en 2024

## Sociaux et médico-sociaux | Une trajectoire de décarbonation du secteur de l'autonomie nécessitant la mobilisation de la RestoCo ~ 1,1Mds de repas / an



Leviers envisagés dans le scénario du Shift Project :

- Substituer une partie des protéines animales par des protéines végétales
- Systématiser l'offre de repas en approvisionnement local et de saison en mobilisant les collectivités locales et les filières agricoles
- Inclure des critères environnementaux dans les centrales d'achat
- Réduire le gaspillage alimentaire en améliorant la qualité gustative et diététique des repas

### La démarche Maison gourmande et responsable

- **500 EHPAD engagés** avec pour objectif de réduire le gaspillage alimentaire tout en luttant contre la dénutrition des résidents et en améliorant la satisfaction des personnes âgées
- Plusieurs actions développées, notamment :
  - renforcement du **niveau de connaissance** concernant les **habitudes alimentaires** (goûts et dégoûts, profils de mangeurs...) et les besoins nutritionnels des résidents
  - **réunions pluridisciplinaires** entre les équipes de restauration, d'hôtellerie et de soins
  - meilleure connaissance des **retours par les résidents après le repas** pour les chefs cuisiniers
  - actions de **sensibilisation** des résidents au **gaspillage**
- **Résultats**
  - - **10% de gaspillage alimentaire (2019-2021)** et une **économie moyenne de 4500€** par établissement
  - **Baisse** de la part de **résidents dénutris** et **augmentation de la satisfaction**
  - **Démarche engagée** pour améliorer les approvisionnements

# RestoCO privée I Mobilisation en cours pour atteindre de bons résultats pour la première année d'obligation sur les taux d'approvisionnement

**A partir de janvier 2024**, l'ensemble des mesures à tous les restaurants collectifs, y compris les restaurants en entreprises privées

Pour accélérer l'engagement des restaurations privées :

- **Cartographie des établissements** de la restauration collective d'entreprises
- **4 webinaires nationaux** pour les mobiliser

cantines  
RESPONSABLES

Cantines Responsables

## Agenda des événements

Les défis de ma cantine d'entreprise – Épisode 4

📅 12/06/2024, 14h

📍 Webinaire – [Inscrivez-vous](#)

Les défis de ma cantine d'entreprise – Épisode 3

📅 16/05/2024, 14h

📍 Webinaire – [Inscrivez-vous](#)

Les défis de ma cantine d'entreprise – CSE, RSE, DRH,  
Direction générale... connaissez-vous la loi EGALIM ? Clé de  
l'attractivité de votre restaurant d'entreprise

📅 17/04/2024, 14h

📍 Webinaire – [Inscrivez-vous](#)

Les défis de ma cantine d'entreprise – Lois Egalim, vous êtes  
concernés ! Des défis de ma cantine d'entreprise : des  
approvisionnements durables et de qualité, clés de l'attractivité  
des restaurants d'entreprise

📅 12/03/2024, 14h

📍 Webinaire – [Voir le replay](#)





# PREMIER MINISTRE

*Liberté*  
*Égalité*  
*Fraternité*

Secrétariat général à la planification  
écologique